

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... le rapport 2020 du PNUD sur l'Indice de développement humain (IDH)

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a publié il y a quelques semaines l'édition 2020 de son rapport sur le développement humain. L'IDH 2019 (l'Indice de développement humain porte sur l'année précédente), indice phare de ce rapport, est un indice statistique composite qui évalue le niveau de développement humain de 189 pays à travers trois axes : le revenu (revenu national brut par habitant), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation. Il est gradué sur une échelle allant de 0 (très faible niveau de développement humain) à 1 (niveau élevé) et est divisé en 4 catégories : indice de développement très élevé (lorsque l'IDH atteint 0,8) ; indice de développement élevé (0,7) ; indice de développement moyen (0,55) ; indice de développement faible (inférieur à 0,55). **L'IDH moyen à l'échelle mondiale se situe à 0,737** – très légèrement au-dessus de la moyenne de l'année précédente.

❖ Un nouvel indice qui prend en compte l'impact écologique des Etats : l'IDHP

Intitulée « La prochaine frontière : le développement humain et l'Anthropocène », cette édition 2020 est consacrée à l'analyse du développement humain au regard de la menace écologique. Rappelant en introduction que la pandémie de COVID-19 pourrait faire basculer environ 100 millions de personnes

supplémentaires dans l'extrême pauvreté, le rapport s'alarme de la **réurrence des crises systémiques** et insiste sur la **dépendance des sphères sociale et écologique**.

Pour la première fois, le PNUD propose ainsi un **ajustement de l'indice standard prenant en compte les pressions exercées sur la planète**. Intitulé IDHP, ce nouvel index corrige l'IDH par le **niveau d'émissions de dioxyde de carbone et la consommation de matières** d'un pays, calculés par habitant. Pour les pays au bas de l'échelle du développement humain, cet ajustement n'a généralement qu'une faible incidence. En revanche, pour les pays à développement humain élevé et très élevé, **l'incidence a tendance à devenir de plus en plus importante**, reflétant les plus fortes pressions qu'exercent en moyenne ces Etats sur la planète.

❖ Les pays d'Afrique de l'Ouest demeurent parmi les pays dont l'IDH est le plus faible au monde et les inégalités les plus fortes

Parmi les pays de notre zone, seul le **Cap-Vert (126^{ème} avec un IDH à 0,665)** est classé dans la catégorie des pays à IDH moyen – les 13 autres se situant dans la catégorie des pays à IDH faible (de la 157^{ème} place pour la Mauritanie jusqu'à la dernière place pour le Niger), et même **en-deçà de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne** (à 0,547). A l'exception du Sénégal (-0,04 points) et du Libéria (stable), tous ont connu une évolution faible, mais positive de leur indice – jusqu'à +0,09 points pour la Gambie et le Burkina Faso.

Pays d'Afrique de l'Ouest	IDH			Composants de l'IDH			IDHI			Différence entre le rang selon le RNB/hab. et le rang selon l'IDH
	Rang 2019	Gain par rapport à 2018	Score	Espérance de vie à la naissance	Education moyenne (années)	RNB /hab. (USD)	Score	Perte par rapport à l'IDH	Différence de rang avec l'IDH	
Cap Vert	126	-1	0,665	73	6,3	7 019	-	-	-	-1
Mauritanie	157	0	0,546	64,9	4,7	5 135	0,371	32,1%	-4	-21
Bénin	158	0	0,545	61,8	3,8	3 254	0,343	37,1%	-10	0
Côte d'Ivoire	162	-1	0,538	57,8	5,3	5 069	0,346	35,7%	-4	-25
Togo	167	+1	0,515	61	4,9	1 602	0,351	31,8%	+4	+12
Sénégal	168	-1	0,512	67,9	3,2	3 309	0,348	32%	+4	-11
Gambie	172	0	0,496	62,1	3,9	2 168	0,335	32,5%	+1	-1
Guinée-Bissau	175	+3	0,480	58,3	3,6	1 996	0,300	37,5%	-7	+1
Liberia	175	-2	0,480	64,1	4,8	1 258	0,325	32,3%	+1	+8
Guinée	178	-1	0,477	61,6	2,8	2 405	0,313	34,4%	0	-12
Burkina Faso	182	+1	0,452	61,6	1,6	2 133	0,316	30,1%	+5	-9
Sierra Leone	182	0	0,452	54,7	3,7	1 668	0,291	35,6%	-2	-4
Mali	184	0	0,434	59,3	2,4	2 269	0,289	33,4%	-1	-17
Niger	189	0	0,394	62,4	2,1	1 201	0,284	27,9%	+3	-4
Afrique subsaharienne	-	-	0,547	61,5	5,8	3 686	0,380	30,5%	-	-
Monde	-	-	0,737	72,8	8,5	16 734	0,587	20,4%	-	-

Cependant, cinq pays – le Cap-Vert (-1 place), la Côte d'Ivoire (-1), le Sénégal (-1), le Libéria (-2) et la Guinée (-1) – **déclinent dans le classement** par rapport à l'année précédente. A l'inverse, la Guinée-Bissau progresse de trois places, et le Togo et le Burkina Faso d'une place.

Logiquement, la prise en compte des pressions exercées sur la planète n'a qu'une faible incidence sur le classement des pays de la région. Ainsi, si le Cap-Vert (+5), la Côte d'Ivoire (+3), le Togo (+2) et la Mauritanie (+1) gagnent quelques places dans l'IDHP, les rangs du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée, du Burkina Faso et du Niger restent inchangés, tandis que le Mali (-2), le Bénin (-1) et la Sierra Leone (-1) reculent légèrement.

Les classements selon l'IDH de la Côte d'Ivoire (à 25 places près), de la Mauritanie (-21), du Mali (-17), de la Guinée (-12), du Sénégal (-11), et du Burkina Faso (-9) se situent bien **en-deçà de leurs classements en termes de RNB par habitant** – ce qui pourrait témoigner d'une inégale répartition des richesses au sein de ces pays. L'espérance de vie enregistrée en Côte d'Ivoire (57,8 ans) est en particulier remarquablement faible au regard de son RNB par habitant. Les pertes enregistrées par l'IDH ajusté aux inégalités (IDHI) de chaque pays par rapport à leur IDH sont d'ailleurs supérieures à la moyenne du continent (30,5%) – elle-même supérieure à la moyenne mondiale – à l'exception du Burkina Faso (30,1%) et du Niger (27,9%).

ACTUALITE REGIONALE

La Banque mondiale table sur une croissance du PIB de +2,7% en Afrique subsaharienne en 2021

La Banque mondiale a publié le 6 janvier 2021 ses « [Perspectives économiques mondiale](#) », déclinant à l'échelle globale et par région ses prévisions de croissance pour l'année à venir. Ainsi, alors que l'économie mondiale s'est contractée de -4,3% en 2020 selon l'institution, elle devrait progresser de +4% en 2021 – à condition que des campagnes massives de vaccination endiguent la progression du virus. En [Afrique subsaharienne](#) (ASS), si la chute de l'économie a été moins brutale en 2020, à -3,7%, la reprise devrait être modérée, avec un taux de croissance attendu à +2,7% en 2021. A noter que du fait de la croissance démographique, le PIB par habitant du sous-continent a déjà décliné de -6,1% en 2020. Ce ralentissement pourrait plonger 10 millions d'Africains supplémentaires dans une situation d'extrême pauvreté en deux ans. En Afrique de l'Ouest, les perspectives pour 2021 sont particulièrement optimistes pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire et la Guinée (+5,5% attendu en 2021), mais sont plus mitigées pour le Burkina Faso (+2,4%) et Mali (+2,5%). A l'exception du Cap-Vert et de la Sierra Leone, elles ont toutes été revues à la baisse par rapport aux prévisions de juin 2020.

	Prévisions de croissance des « Perspectives économiques mondiales »				Différence en p.p. avec les prévisions de juin 2020	
	2019	2020e	2021p	2022p	2020e	2021p
Bénin	6,9	2,0	5,0	6,5	-1,2	-1,0
Cap Vert	5,7	-11,0	5,5	6,0	-5,5	0,5
Côte d'Ivoire	6,9	1,8	5,5	5,8	-0,9	-3,2
Burkina Faso	5,7	-2,0	2,4	4,7	-4,0	-3,4
Gambie	6,0	-1,8	3,1	5,3	-4,3	-3,4
Guinée	5,6	5,2	5,5	5,2	3,1	-2,4
Guinée-Bissau	4,6	-2,4	3,0	4,0	-0,8	-0,1
Libéria	-2,3	-2,9	3,2	3,9	-0,3	-0,8
Mali	5,0	-2,0	2,5	5,2	-2,9	-1,5
Mauritanie	5,9	-0,6	3,7	4,8	1,4	-0,5
Niger	5,8	1,0	5,1	11,8	0,0	-3,0
Sénégal	5,3	-0,7	3,5	5,6	-2,0	-0,5
Sierra Leone	5,5	-2,3	4,1	4,6	0,0	0,1
Togo	5,3	0,0	3,0	4,5	-1,0	-1,0
Monde	2,3	-4,3	4,0	3,8	0,9	-0,2
ASS	2,4	-3,7	2,7	3,3	-0,9	-0,4
ASS hors Nigéria, Afrique du Sud et Angola	3,9	-1,4	3,5	4,8	-1,1	-0,6

p.p. : points de pourcentage ; e : estimation ; p : projection.

Entrée en vigueur symbolique de la Zone de libre-échange continentale africaine le 1^{er} janvier 2021

[Les 34 pays ayant déjà ratifié le traité sur la Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\)](#) ont officiellement commencé à commercer dans ce cadre le 1^{er} janvier 2021, après un retard de plusieurs mois lié en partie à la pandémie mondiale de coronavirus. Pour l'heure, [ce lancement](#) demeure toutefois symbolique, car de nombreux points restent à négocier, notamment sur les règles d'origines, l'investissement, ou encore la propriété intellectuelle. Pour rappel à terme, il est prévu que 90% des lignes tarifaires (« produits non sensibles ») soient libéralisées après 5 ou 10 ans (pour les pays les moins avancés - PMA), que 7% (« produits sensibles ») soient libéralisées dans un délai de 6 à 10 (non-PMA) ou 13 ans (PMA), et que 3% (« produits exclus ») conservent des restrictions douanières. Si tous les pays du continent la rejoignent, la ZLECAf pourrait devenir la plus grande zone de libre-échange du monde, avec 1,2 Mds de consommateurs et un PIB combiné d'environ 2 500 Mds USD. 10 pays de notre zone ont pour l'instant officiellement ratifié l'accord : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

Le FIDA s'allie avec ses partenaires pour renforcer la résilience et stimuler le développement au Sahel

[Le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) a approuvé le 9 décembre 2020 un prêt concessionnel de 29,7 M USD ainsi qu'un don de 13,7 M USD](#) en vue de l'exécution du tout premier programme commun des Organismes onusiens ayant leur siège à Rome (FIDA, FAO et PAM) : le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C). Ce dernier bénéficiera à 123 000 ménages ruraux résidant dans des zones transfrontalières des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) et du Sénégal. Le programme renforcera les partenariats commerciaux entre les agriculteurs et les éleveurs, grâce à des activités de formation et à la consolidation des marchés transfrontaliers d'intrants et produits agricoles. En outre, la promotion des systèmes d'information sur le marché et des échanges en paiements électroniques permettra de sécuriser les transactions aux frontières. Le coût global du SD3C s'élève à 180,4 M USD et devrait être exécuté sur 6 ans. Le FIDA apportera des financements supplémentaires d'un montant de 65,6 M USD tout au long du projet tandis que le Fonds vert pour le climat contribuera à hauteur de 71,4 M USD au programme conjoint.

La Banque mondiale alloue 60 M USD pour renforcer la résilience de l'agriculture en Afrique

Le 10 décembre 2020, [la Banque mondiale a approuvé un don de de 60 M USD pour aider les pays d'Afrique à renforcer la résilience de l'agriculture locale](#) face au changement climatique. Avec ce nouveau projet intitulé « Accélérer l'impact de la recherche climatique du CGIAR en Afrique » (AICCRA), la Banque entend soutenir les activités de recherche menées par les centres du CGIAR et les organisations partenaires dans le but de renforcer l'accès à des services d'information climatique et des technologies agricoles climato-intelligentes éprouvées en Afrique. Les interventions de l'AICCRA se concentreront sur six pays (Sénégal, Ghana, Mali, Éthiopie, Kenya et Zambie), mais ses bénéficiaires concerneront l'ensemble de la région. Le projet est administré par le Centre international d'agriculture tropicale.

5 M USD de la BAfD dans le cadre de l'initiative « Desert to Power » au bénéfice des pays du G5 Sahel

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 16 décembre 2020, [un projet d'assistance technique dans le cadre de l'initiative « Desert to Power » \(D2P\) destiné à déployer des moyens de production d'énergie solaire dans les pays du G5 Sahel](#), où 60 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Cette assistance technique, sous forme d'une subvention de 5 M USD du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA), comprend deux principaux volets régionaux : la réalisation d'études techniques en vue de l'intégration des énergies renouvelables variables (principalement solaires) dans les réseaux nationaux ; les études de faisabilité pour l'hybridation des systèmes de production d'énergie solaire des réseaux isolés existants. À terme, D2P vise à produire 10 GW d'énergie solaire grâce à des projets en réseaux et hors réseaux afin de fournir l'électricité à 250 millions de personnes vivant dans onze pays du Sahel.

400 M EUR de la BAfD pour le Programme de garantie du Pacte lusophone

La BAfD a approuvé, le 16 décembre 2020, [le Programme de garantie du Pacte lusophone \(LCGP ou Pacte\)](#), d'un montant de 400 M EUR, afin de stimuler les initiatives du secteur privé dans les pays africains de langue portugaise membres de la Banque (PALOP) : l'Angola, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et São Tomé-et-Príncipe, ainsi qu'en Guinée équatoriale (hispanophone). Le LCGP permettra de couvrir les projets financés par la Banque jusqu'à échéance complète des prêts (d'une durée de 15 ans) et jusqu'à un maximum de 85% du montant total du principal. Il repose sur un protocole d'accord général de 5 ans signé par la BAfD, le Portugal comme garant, et les PALOP. Le Pacte vise à augmenter le nombre de projets de partenariat au sein du secteur privé et entre le secteur privé et le secteur public (PPP).

L'UNESCO met en ligne une plateforme de formation dédiée à l'Afrique francophone

Dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'éducation, l'UNESCO a lancé le 21 décembre 2020 [Imaginecole](#), une plateforme régionale d'apprentissage en ligne qui mettra [des ressources éducatives à la disposition de 6,6 millions d'élèves francophone](#) de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Elle est le résultat d'une coopération avec la [CONFEMEN](#), [l'Organisation internationale de la Francophonie](#), le ministère français de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, et l'expertise de son opérateur [Réseau Canopé](#), à travers le financement du Partenariat mondial pour l'éducation. Dix pays sont concernés, dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. À noter également, en matière de coopération pour l'éducation, [le lancement prochain d'un master régional sur la gouvernance foncière en Afrique](#) sous l'impulsion du Réseau d'excellence pour la gouvernance foncière en Afrique de l'Ouest francophone, une initiative soutenue par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, l'Allemagne et la Banque mondiale.

Maroc Telecom rassemble toutes ses filiales africaines sous la marque « Moov Africa »

Depuis le 1^{er} janvier 2021, l'Office national des télécommunications (ONATEL), présente au Burkina Faso, et toutes les autres filiales du groupe Maroc Telecom (Moov Togo, Moov Malitel au Mali, etc.) ont été réunies [autour de l'identité commune « Moov Africa »](#). Pour rappel, en Afrique de l'Ouest, l'opérateur de télécom est présent au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo.

La start-up sénégalaise Oolu lève 8,5 M USD pour accélérer sa croissance en Afrique de l'Ouest

L'entreprise [Oolu a mobilisé 8,5 M USD](#) pour l'extension de ses activités en Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'une levée de fonds clôturée début décembre 2020. Créée en 2015 à Dakar, la startup est spécialisée dans la fourniture d'énergie via des kits solaires domestiques dans les zones rurales et périurbaines. Elle opère déjà au Nigeria, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

BENIN

La Banque mondiale débloque 100 M USD d'appui budgétaire en faveur du Bénin

La Banque mondiale a approuvé [le 16 décembre 2020 un financement de 100 M USD de l'Association internationale de développement](#) (IDA) pour aider le gouvernement du Bénin à renforcer la gestion des finances publiques et de la dette, améliorer la viabilité financière du secteur de l'énergie et favoriser le développement de l'économie numérique. Il s'agit de la seconde opération d'appui budgétaire effectuée par la Banque, après un premier décaissement de 100 M USD approuvé en décembre 2019, relevé par un financement additionnel de 50 M USD en juin 2020 dans le cadre de la réponse budgétaire à la crise sanitaire.

Le FMI octroie 178 M USD d'aide d'urgence au Bénin pour faire face à la pandémie de COVID-19

[Le Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé une aide d'urgence de 178 M USD en faveur du Bénin](#) aux titres de l'instrument de financement rapide et de la facilité de crédit rapide pour aider le pays à satisfaire ses besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements. Il s'agit de la deuxième aide d'urgence du FMI depuis le début de la pandémie, après le décaissement de 103,3 M USD en mai 2020 liée à une augmentation de l'accès au financement au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Les perspectives macroéconomiques du Bénin se sont détériorées depuis l'achèvement de la 6^{ème} et dernière revue de l'accord appuyé par la FEC. La croissance économique a ralenti à 2% en 2020, contre presque 7% en 2019, en raison du ralentissement de l'économie mondiale et de la fermeture prolongée de la frontière avec le Nigeria.

BURKINA FASO

Financement d'un projet d'assainissement par l'Exim Bank Chine pour 58 M USD

Le contrat commercial pour les travaux de renforcement du système d'approvisionnement en eau potable des villes de Tenkodogo, Garango, Bittou et Bagré, à partir du barrage de Bagré, a été approuvé en [Conseil des ministres le 23 décembre 2020](#). Le marché est attribué à l'entreprise chinoise CGCOC GROUP pour un montant 62 M USD, financé à hauteur de 58 M USD par l'Exim Bank Chine sous forme de prêt concessionnel, et à hauteur de 4 M USD par l'Etat burkinabè. Le délai d'exécution du projet est de 30 mois.

CAP VERT

Fitch maintient la note du pays à « B- », avec perspective stable

Le 11 décembre 2020, [l'agence de notation Fitch Ratings a maintenu la note du Cap-Vert à « B- », avec une perspective stable](#). Selon Fitch, cette note se justifie par un endettement public et extérieur très élevé, d'importants engagements conditionnels souverains et la forte dépendance de l'économie au tourisme d'une part, mais un service de la dette publique modéré, un endettement avec une très longue maturité reflétant un bon accès au financement concessionnel officiel et de solides performances en matière de mesures de gouvernance d'autre part. Pour rappel, la pandémie à COVID-19 a entraîné une sévère contraction de l'économie en 2020 (-14% selon ses estimations) et une forte hausse de l'endettement public (157% du PIB).

La capitalisation de la Bourse du Cap-Vert augmente de 3% au troisième trimestre 2020

[Dans son rapport trimestriel](#), la bourse du Cap-Vert annonce avoir clôturé le troisième trimestre 2020 à 79 Mds CVE (727 M EUR) de capitalisation, soit 3% de plus qu'au troisième trimestre 2019. Cette croissance s'explique par la hausse des émissions de bons du Trésor (+4%). Cette capitalisation avait atteint un pic de 81 Mds CVE à la fin du premier semestre, et a donc diminué de 1% de juin à septembre. La capitalisation de la bourse du Cap-Vert représente aujourd'hui environ 41% de son PIB. Au 30 juin 2020, 186 titres étaient

cotés sur le marché boursier officiel du Cap-Vert, dont 174 bons du Trésor, six obligations d'entreprises, deux obligations municipales et quatre actions ordinaires de sociétés.

Un investissement privé de 250 M EUR pour la construction d'hôtels et d'un port de plaisance à Praia

La ville de Praia va accueillir [un des plus importants investissements privés du Cap-Vert pour le projet « Gamboa Plaza Shopping & Hotels »](#), d'un montant de 250 M EUR, qui prévoit la construction, sur la plage de Gamboa, de six hôtels de plus de 1000 chambres et d'un port de plaisance, générant 1 200 emplois. Le début des activités est prévu dans 12 mois. Le projet est mené par l'homme d'affaires Joao Fernando Freire. Le gouvernement accorde à la société promotrice, entre autres incitations fiscales, une exonération de 100% de l'impôt sur les bénéfices pendant les cinq premières années d'exploitation de l'aménagement après l'achèvement de la construction – qui devrait durer huit ans – puis une exonération de 50%.

CÔTE D'IVOIRE

Fitch maintient la note du pays à « B+ », assortie d'une perspective positive

Le 7 décembre 2020, [l'agence de notation Fitch Ratings a maintenu la note de la Côte d'Ivoire à « B+ » avec une perspective positive](#). Selon Fitch, cette note témoigne de solides perspectives de croissance économique, des ratios d'endettement et des déficits budgétaires et extérieurs relativement faibles, mais des indicateurs de développement bas et une dépendance relativement élevée aux matières premières. Les perspectives positives sont soutenues par plusieurs anticipations de l'agence, qui table notamment sur le fait que (i) la prudence budgétaire des autorités et les réformes engagées inverseront la dégradation du déficit budgétaire due à la pandémie et stabiliseront la dette publique ; (ii) les tensions politiques internes s'atténueront ; (iii) l'économie ivoirienne reprendra une forte croissance à mesure que l'impact de la pandémie s'atténuera.

Ratification de l'APE avec le Royaume-Uni et entrée en vigueur de la 2^{ème} phase de l'APEi avec l'UE

Le décret portant ratification de l'Accord de partenariat économique (APE) d'étape entre la Côte d'Ivoire et le Royaume-Uni, signé le 15 octobre 2020, a été adopté en [Conseil des ministres le 23 décembre 2020](#). Il régit les nouvelles relations commerciales entre les deux pays, suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). En parallèle, la 2^{ème} phase du démantèlement tarifaire dans le cadre de [l'APE entre la Côte d'Ivoire et l'UE \(APEi RCI-UE\)](#) est devenue effective le 1^{er} janvier 2021. Les produits originaires de l'UE couverts par les lignes tarifaires retenues pour la libéralisation sont désormais exonérés du paiement du droit de douane lors de leur importation en Côte d'Ivoire. Au préalable [le 23 décembre 2020](#), le gouvernement ivoirien a approuvé la liste des 15 arbitres prévus pour régler les différends liés à l'application de l'accord, comprenant 5 arbitres choisis par la partie européenne, 5 arbitres choisis par la partie ivoirienne et 5 arbitres internationaux choisis conjointement par les deux parties.

Ratification d'un prêt de 6 Mds FCFA auprès de la BIDC pour soutenir les PME agricoles

[Le Conseil des ministres du 30 décembre 2020](#) a approuvé la ratification de l'accord de prêt de 9,2 M EUR (6 Mds FCFA) de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) à la Côte d'Ivoire, en vue du financement de son Projet d'appui au développement des PME (Projet « Amorçage PME »), dans l'agriculture et la pisciculture. Parmi les cultures visées, le projet ambitionne de porter la production annuelle de tilapia à plus 2 063 tonnes et la production de tomates fraîches à 5 057 tonnes.

Lancement de la campagne de café avec un prix garanti en baisse, fixé à 550 FCFA/kg

[La campagne caféière 2020-2021 a été officiellement lancée le 28 décembre 2020](#). Pour cette campagne, le prix garanti aux producteurs est fixé à 550 FCFA/kg (soit 0,84 EUR), en forte baisse par rapport à la campagne précédente, pendant laquelle le prix garanti atteignait 700 FCFA/kg (1,07 EUR). Selon le communiqué du gouvernement, cette révision reflète la persistance de la baisse des cours mondiaux. Concernant les résultats de la campagne qui vient de s'achever, au 30 novembre 2020, la Côte d'Ivoire avait produit 83 003 tonnes, contre 94 258 tonnes à la même période en 2019, soit une baisse de 11,9%. Le niveau des exportations de la campagne 2019-2020 se situe à 80 964 tonnes, contre 121 822 tonnes enregistrées sur la même période de la campagne 2018-2019, soit une baisse de 33,5%.

GAMBIE

Les exonérations fiscales représenteraient 2,5 Mds GMD de pertes en 2019

[Selon les déclarations du Président de la Chambre de commerce et d'industrie \(CCI\) de Gambie](#) à l'occasion d'un forum politique dédié au soutien des micros, petites et moyennes entreprises post-COVID-19, la Gambie

aurait perdu 2,5 Mds GMD (39,5 M EUR) en 2019 en raison des exonérations fiscales. Le Président de la CCI a indiqué que la Chambre de commerce était prête à aider à la réforme de la fiscalité. Il a salué les mesures prises par les autorités pour aider le secteur privé, notamment la réduction du coût de la constitution et de l'enregistrement des entreprises, ainsi que la suppression de l'impôt sur les salaires pour les entreprises informelles et une réduction pour les entreprises formelles.

GUINEE

L'Assemblée nationale adopte la loi de finances initiale 2021

L'Assemblée nationale a adopté, le 30 décembre 2020, [la loi de finances initiale \(LFI\) 2021](#). Ce nouveau cadrage budgétaire prévoit des recettes totales à 23 400,3 Mds GNF (1,9 Md EUR), en hausse de +9,5% par rapport à la loi de finances rectificative (LFR) 2020. La pression fiscale augmente de 12,1% du PIB dans la LFR 2020 à 12,6% du PIB dans la LFI 2021. Les dépenses totales atteignent 27 627,8 Mds GNF (2,2 Mds EUR). Les dépenses d'investissements progressent de +15,7%, à 8 221,8 Mds GNF (666 M EUR) – soit 33,2% des dépenses totales. Le besoin de financement s'établit à 4 227,4 Mds GNF (342,6 M EUR), soit 2,5% du PIB. Les projections misent sur une croissance de l'économie de 5,5% en 2021, un taux d'inflation moyen de +8%, ainsi qu'une stabilisation du taux de change à 9 322,6 GNF pour 1 USD. Pour rappel, en dépit de la crise sanitaire, l'économie guinéenne a progressé de +5,5% en 2020, grâce à une très forte croissance minière (+18%).

11 M USD de la BAfD pour la mobilisation des ressources internes et la formalisation de l'économie

[La BAfD a accordé, le 16 décembre, un don de 11,6 M USD](#) à la Guinée afin de mettre en œuvre le Projet d'appui à la mobilisation des ressources internes et à la formalisation des entreprises ([PAMORIFE](#)). Ce soutien financier a pour objectif de rehausser la pression fiscale de 13,5% en 2019 à 15% en 2024 et d'augmenter la proportion des entreprises exerçant dans le secteur formel. Pour cela, le PAMORIFE contribuera entre autres à la mise en œuvre de la réforme fiscale, au renforcement des contrôles des recettes fiscales et douanières et à la digitalisation des déclarations des impôts et des taxes. Le PAMORIFE table également sur l'incidence positive de l'amélioration de l'accès à la commande publique pour les PME locales, afin d'inciter celles qui exercent leurs activités dans le secteur informel à basculer dans le secteur formel.

Signature d'une convention de 25 M EUR avec l'AFD en faveur du secteur de l'énergie

Le ministre de l'Economie et des Finances a procédé, avec l'Ambassadeur de France en Guinée et en Sierra Leone ainsi que le Directeur général de l'Agence française de développement (AFD), [à la signature d'une convention de financement d'un montant de 25 M EUR](#) le 17 décembre 2020. Cet accord contribuera à la mise en œuvre de la 2^{ème} phase du Projet d'extension et de réhabilitation des réseaux de distribution de l'électricité de Conakry. L'objectif principal de ce projet est l'amélioration de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique aux clients à travers : (i) la réhabilitation et l'extension des réseaux de distribution électriques dans les zones d'Ansoumaniyah et Kagbélen ; (ii) la construction d'un nouveau poste 110/20 kV pour une puissance installée de 3 x 50MW et (iii) la reconstruction de la ligne 60 kV entre Kaloum et Matoto.

GUINEE-BISSAU

Don de 9,8 M USD de la BAfD pour l'aide et la résilience à la COVID-19

[Le Fonds africain de développement de la BAfD a approuvé une subvention de 9,8 M USD](#) à la Guinée-Bissau pour son projet national d'appui au contrôle (PALPC), visant à réduire la propagation du virus COVID-19 et à renforcer la résilience du système de santé et des communautés, en particulier les plus vulnérables. Les opérations du PALPC cibleront les ménages particulièrement vulnérables, y compris ceux dirigés par des femmes, et les communautés les plus pauvres. Le programme sera mis en œuvre par le Haut-commissariat du pays pour la lutte contre la COVID-19 avec l'aide de l'UNICEF. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses du système de santé en Guinée-Bissau. Dans la plupart des cas, les infrastructures de santé sont obsolètes et mal équipées, tandis qu'environ 60% de la population n'a pas accès à un établissement de santé à moins de 5 km.

LIBERIA

Le FMI approuve un décaissement de 48,9 M USD

Le 21 décembre 2020, [le FMI a achevé les première et deuxième revues au titre de la FEC, permettant ainsi le décaissement de 48,9 M USD](#) en faveur du Libéria. Après une performance mitigée du programme dans un premier temps, les autorités ont pris des mesures correctives et continuent de progresser dans les

réformes structurelles. Compte tenu de l'impact de la pandémie COVID-19, les prévisions de croissance pour 2020 ont été révisées à la baisse, passant de +1,4% à -3,0%. En 2021, la croissance devrait atteindre +3,2%. Le Libéria reste toutefois vulnérable aux chocs du fait de la faiblesse des amortisseurs budgétaires et externes.

MALI

Accord de prêt de 18 Mds FCFA de la Banque mondiale pour le projet d'autonomisation des femmes

L'accord de financement, signé le 7 décembre 2020 entre le Mali et la Banque mondiale via l'IDA, relatif au financement additionnel pour le « [Projet régional d'autonomisation des femmes et de dividende démographique au Sahel](#) » (SWEDD) a été ratifié par [le Conseil des ministres du 6 janvier 2021](#). Par cet accord, l'IDA accorde au Mali un prêt d'un montant de 18 Mds FCFA (27,5 M EUR). La mise en œuvre de ce projet devrait améliorer l'accès des femmes et des adolescentes à la santé sexuelle et reproductive, notamment la planification familiale volontaire et la santé maternelle. Pour rappel, le SWEDD se déploie depuis 2015 au Mali mais aussi au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Niger.

Les fournisseurs réclament près de 34 Mds FCFA à l'Etat

A l'occasion d'une conférence de presse tenue le 8 décembre 2020 à Bamako, [l'Association des fournisseurs et opérateurs économiques du Mali \(AFO-AFE\)](#) a indiqué qu'il restait à l'Etat 33,8 Mds FCFA (51,6 M EUR) de dette intérieure à payer à 3600 fournisseurs implantés dans le pays. Pour rappel, à fin 2020, la dette totale du Mali s'élève à 44,8% de son PIB selon les estimations du FMI, contre 40,5% en 2019, soit 4546 Mds FCFA (6,9 Mds EUR).

Création d'un Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine d'or de Yatela

Un Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine d'or de Yatela a été créé par le gouvernement à l'issue du [Conseil des ministres du 6 janvier 2021](#). Cette création intervient un peu plus d'un an après le retrait de la société SADEX (filiale des groupes AngloGold Ashanti et lamGold) en décembre 2019, principale actionnaire de l'entreprise exploitant le périmètre de Yatela, qui avait élaboré à cet effet un plan de réhabilitation et de fermeture de la mine. Celui-ci prévoyait notamment le financement de projets sociaux et communautaires pour les populations locales. Les projets de textes adoptés en Conseil des ministres permettent ainsi l'ouverture d'un compte d'affectation spéciale pour recevoir ces fonds.

MAURITANIE

L'or passe pour la première fois en tête des exportations mauritaniennes

[Le rapport économique et financier accompagnant la loi de finances rectificative 2021](#) indique que les exportations d'or de la Mauritanie ont dépassé en valeur celles du fer et du poisson en 2020, et ce pour la première fois. Le rapport du ministère des Finances révèle que les exportations d'or ont généré en 2020 environ 780 M USD, contre 596 M USD en 2019 et seulement 288 M USD en 2016. Le minerai de fer, qui accuse une chute conséquente en raison de la pandémie de coronavirus, arrive en deuxième position avec 564 M USD en 2020, contre 831 M USD en 2019, soit une chute de 32,1% en valeur. En troisième position, le poisson a rapporté 550 M USD à la Mauritanie, contre 712 M USD en 2019, soit une baisse de 22%.

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi de finance initiale pour l'année 2021

L'Assemblée nationale a adopté, le 23 décembre, [le projet de loi de finances initiale \(LFI\) pour l'année 2021](#). Le montant prévu pour le budget de l'Etat s'élève à 70 Mds MRU (1,6 Md EUR), l'enveloppe allouée aux dépenses courantes augmentant de 1,8% sur son niveau 2020. Ce projet de loi anticipe une croissance économique à +2% pour l'année 2021, entérine une contraction de son PIB de -3,2% en 2020, une inflation maîtrisée à +4% et un déficit de la balance courante maintenu à 11,6% du PIB. On relève notamment une augmentation de +13,5% de l'enveloppe « traitements et salaires », la régression des charges non ventilées de +47,5% ou encore l'augmentation de l'enveloppe du service de la dette de +30,4%.

Le gouvernement annonce un soutien aux familles pauvres de 12 M USD

Le gouvernement mauritanien a annoncé [la distribution de 12 M USD aux ménages fragiles](#) afin de les aider à faire face à la crise de coronavirus. Ce montant sera distribué par la Délégation générale de la solidarité et de lutte contre l'exclusion, qui précise apporter un soutien à plus de 210 000 familles pauvres. L'établissement GAZA TELECOM a remporté le marché relatif à la distribution de ces fonds.

NIGER

Mohamed Bazoum arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 39% des suffrages

A l'issu du premier tour de l'élection présidentielle organisé le 27 décembre 2020, le candidat du parti au pouvoir, Mohamed Bazoum, est arrivé en tête avec 39% des voix, selon [les résultats publiés le 2 janvier 2021 par la Commission électorale nationale indépendante](#). Il affrontera Mahamane Ousmane, arrivé deuxième avec 17% des suffrages, le 21 février 2021 au second tour. Par ailleurs, les résultats provisoires de l'élection législative organisée le même jour donnent le PNDS-Tarayya de Mohamed Bazoum largement victorieux : le parti détiendrait en effet 80 des 171 sièges à pourvoir, contre 75 en 2016 – 5 sièges restant à pourvoir par la diaspora. Les observateurs internationaux ont souligné le bon déroulement du processus électoral. Pour rappel, cette proclamation intervient après deux attaques dans la région occidentale de Tillabéri, frontalière du Mali et du Burkina Faso, faisant au moins 100 morts.

SENEGAL

Révision à la baisse de la croissance du PIB en 2018 (+6,2%) et résultat provisoire pour 2019 (+4,4%)

Selon la publication « [Comptes nationaux provisoires de 2019 et définitifs de 2018](#) » de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), la croissance économique du Sénégal ressort à +4,4% en 2019 et +6,2% en 2018 – contre 6,4% dans les comptes provisoires de 2018. Cette baisse de la croissance est due au ralentissement de l'activité des secteurs primaire (4,5% après 8,1% en 2018), secondaire (3,7% après 6,5%) et tertiaire (4,6% après 5,4%). La contribution du secteur primaire à la croissance est de 0,7 points, celui du secondaire de 0,9 points et le tertiaire pourvoit 2,3 points. La consommation finale, qui représente 82,3% du PIB réel, a progressé de +3,7% en 2019 (après +4,5% en 2018), avec une hausse de la consommation privée de +3,5% (après +4,7% en 2018) et de la consommation publique de +5,5% (contre +3,5% en 2018). L'investissement a également ralenti à +8,4%, après +13,7% en 2018, essentiellement du fait de l'investissement privé qui est ressorti en hausse de +9,3%, après +19,5% en 2018.

Plus de 1000 Mds FCFA de recettes douanières collectées en 2020

[Les douanes sénégalaises ont collecté 1000 Mds FCFA](#) (plus d'1,5 Md EUR) en 2020, contre un objectif de 717 Mds FCFA (près d'1,1 Md EUR). Les recettes douanières sont ainsi en hausse de 27 Mds FCFA (plus de 41 M EUR) par rapport à 2019. Il s'agit d'un record historique de collecte, en dépit de la crise sanitaire.

DP World et le Sénégal signent un accord pour développer le port de Ndayane

[Le groupe émirati DP World](#) et [le gouvernement du Sénégal](#) ont signé des accords pour le développement du port en eau profonde à Ndayane, situé à environ 50 km du port de Dakar, qui s'étendra sur une superficie de 600 ha. DP World Dakar SA, la société locale de joint-venture entre DP World et le Port autonome de Dakar, financera les infrastructures terrestres et maritimes du nouveau port à hauteur de 837 M USD lors de la 1^{ère} phase, puis à hauteur de 290 M USD lors de la 2^{ème} phase. Il s'agira du plus grand investissement privé jamais réalisé dans l'histoire du Sénégal. La phase 1 comprend un nouveau terminal à conteneurs avec un quai de 840 mètres et un nouveau canal maritime de 5 km, conçu pour accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde. La phase 2 permettra de créer un quai à conteneurs supplémentaire de 410 mètres. DP World prévoit également de développer une zone économique spéciale à proximité du port de Ndayane. Les travaux devraient débuter au premier semestre de l'année 2021.

La Sonatel (Orange) rembourse un emprunt obligataire de 3,3 Mds FCFA

La Sonatel procèdera, le 16 janvier 2021, au paiement des intérêts semestriels de [son emprunt obligataire « Sonatel 6,5% 2020-2027 »](#) pour un montant de 3,3 Mds FCFA (près de 5 M EUR). Pour rappel, en vue de financer son plan d'investissement 2020, le groupe avait lancé sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) cet emprunt obligataire en juin 2020 par appel public à l'épargne, pour un montant de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR). Il s'agit de la plus importante émission obligataire par une société privée dans l'UMOA.

Baisse de 20% du chiffre d'affaires de la compagnie Air Sénégal

Conséquence de la crise de COVID-19, [le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne Air Sénégal](#) aurait connu une baisse de -20% en 2020 par rapport à 2019, selon son Directeur général, de 50 Mds FCFA (76,3 M EUR) à environ 40 Mds FCFA (61,1 M EUR). En effet, la compagnie est passée de 700 000 passagers en 2019 à moins de 400 000 passagers en 2020 et a été contrainte de reporter certaines ouvertures de lignes prévues en 2020. Pour rappel, l'Etat sénégalais a injecté 45 Mds FCFA (69 M EUR) dans la société en 2020.

SIERRA LEONE

Inflation de +10,6% en glissement annuel en novembre 2020

[La hausse des prix à la consommation en glissement annuel s'est établie à +10,6% en novembre 2020](#), soit 1,1 pp de moins qu'en octobre (à +11,7%). Les biens et services ayant connu la plus forte inflation sont les vêtements et chaussures (+17,4% en g.a.), les biens alimentaires et boissons non-alcoolisées (+15%), les services de communication (+12,1%) et les services de santé (+10,8%). Seul le prix des logements et des énergies ont enregistré une baisse (-3,4% en g.a.). Pour rappel, le critère de convergence de la CEDEAO fixe la limite de l'inflation annuelle à 10%.

Lancement de la construction de la première école de diplomatie du pays financée par la Chine

Annoncés en 2018, les travaux de la première école de diplomatie (« Foreign Service Academy ») du pays ont été lancés le 21 décembre, à Freetown, [en présence du Président sierra-léonais](#). Construite avec l'appui financier de la Chine par l'entreprise Overseas Company of the China Railway Seventh Group, l'école proposera des programmes de formation continue et initiale afin de renforcer les capacités des diplomates en fonction et former de jeunes diplômés.

TOGO

Vers une hausse des péages routiers en 2021

[Les tarifs des contributions des usagers du réseau routier](#) devraient augmenter dans les prochaines semaines, afin de mieux en assurer l'entretien et la modernisation. Selon le communiqué du gouvernement, l'entretien des routes coûte en effet chaque année 30 Mds FCFA (46 M EUR) à l'Etat, tandis que les ressources budgétaires mobilisées grâce aux péages se situent en moyenne autour de 17 Mds FCFA (26 M EUR) par an. A noter que ces tarifs n'avaient pas connu d'augmentation depuis 15 ans.

Bboxx, EDF et SunCulture commercialisent des pompes à eau solaire pour l'irrigation agricole

[La société britannique Bboxx, spécialisée dans la fourniture de services solaires off-grid, et l'entreprise française EDF, leader mondial des énergies bas-carbone](#), se sont associés pour lancer la commercialisation de pompes à eau solaires destinée aux systèmes d'irrigation agricoles, dont 5000 seront subventionnées à 50% par l'Etat togolais. Cette subvention vient en complément d'exonérations fiscales sur les droits d'importation et sur la TVA applicables aux pompes à eau. La joint-venture Bboxx EDF Togo assurera le déploiement des pompes fournies par l'expert d'irrigation solaire et partenaire d'EDF au Kenya – SunCulture – ainsi que le montage des dossiers de financement pour ses clients.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CPV	CIV	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.